

SANTÉ

Quelles limites pour les dons et prélèvements de tissus et organes ?

Les prélèvements et greffes de tissus ou d'organes ne sont plus une chirurgie extraordinaire dans la grande majorité des hôpitaux et cliniques à travers le monde. Il ne va pas sans dire que des résistances sociales, culturelles ou même techniques y subsistent encore. Dans le contexte algérien, elles sont plus persistantes et indociles au changement.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le CHU Mustapha et le Comité de greffe ont organisé, hier, une journée thématique axée sur les prélèvements d'organes et de tissus, avec la contribution de l'expérience française en la matière. Une conférence baptisée «sous le patronage du ministère de la Santé» qui n'a pas vu la présence de son ministre pour lequel une allocution d'ouverture a été prévue, pourtant, dans le planning de l'évènement.

Parlant d'une thématique stratégique pour l'amélioration de la santé publique, le professeur Denis Glotz de l'hôpital Saint-Denis, Paris, a exposé l'importance de la stratification du risque et le management de la greffe. Qu'elle soit rénale ou

autre, le succès de toute transplantation est intimement dépendant d'un ensemble de conditionnalités liées au donneur, au receveur, ainsi qu'aux circonstances de son déroulement. A rappeler qu'une greffe peut se faire à partir d'un donneur, effectivement, vivant ou en état de mort encéphalique, autrement dit cérébrale, ou bien, décédé suite à une crise cardiaque. Ce dernier cas étant de nature plus complexe à traiter.

Pourquoi les prélèvements sur donneurs décédés sont-ils globalement en croissance?

Non pas que ce soit une tendance d'instrumentalisation du corps

humain ; bien au contraire, il s'agit de considérations tout à fait cartésiennes qui expliquent la hausse des prélèvements sur des donneurs décédés. En effet, «nous sommes face à une croissance soutenue de la demande de greffe», a affirmé le professeur Laurent Jacob de l'hôpital Saint-Denis. Le déficit en dons d'organes se creuse continuellement. Conséquemment, les donneurs vivants ne sont plus en mesure de couvrir la totalité des besoins exprimés. Aussi, il serait plus rationnel d'effectuer un prélèvement sur un individu décédé puisque l'organe ou le tissu n'est plus susceptible d'être utilisé que de le faire sur un donneur vivant et de l'en priver. Ceci étant plus déterminant quand il est question d'organes vitaux.

En Europe, plus des 72% des prélèvements sont faits sur des donneurs décédés ; ce taux est de près de 60% aux Etats-Unis. Ce mouvement est inversé pour ce qui est de l'Asie, et de l'Afrique notamment, où ce type de prélèvement est quasi inexistant.

Quelles précautions techniques et socioculturelles ?

Comme pour toute chose, l'information est au cœur du succès de toute greffe. C'est dans ce sens que les deux intervenants français ont souligné l'aspect décisif de la récolte des données et antécédents médicaux concernant les receveurs et les donneurs avant de procéder à la greffe. Evidemment, pour une meilleure prise en charge, la biopsie est souvent «nécessaire», voire «toujours systématique», a précisé D.Glotz. L'étape de la réanimation est également essentielle pour ce type d'intervention, particulièrement. Toutefois, il est à noter qu'un rejet n'est pas «catastrophique», selon le conférencier. Ceci, si ce désagrément est traité «à temps».

Vraisemblablement, l'aspect socioculturel s'opposant aux dons d'organes demeure le plus complexe. Partageant l'expérience française, L. Jacob a déclaré que sur les donneurs recensés, seulement 50% sont des donneurs prélevés. Les oppositions familiales et les pressions exercées par l'entourage du donneur l'empêchent de procé-

der à l'intervention. Selon ce dernier, fréquents sont les cas où des familles ont catégoriquement rejeté le don d'organes de leurs membres décédés ; sachant que ceux-là mêmes avaient exprimé verbalement leur consentement avant leur décès. Surtout que la législation française ne retient que l'accord du concerné direct par le prélèvement.

Pour ce qui est du contexte algérien, «cette fébrilité doublée d'une résistance collective est poussée à l'extrême», a affirmé le corps médical du CHU. Effectivement, outre l'aspect «émotionnel» de l'entourage du donneur, il existe un véritable lobby extrémiste répandant des pensées religieuses infondées sur les dons d'organes. Particulièrement pour ce qui est du prélèvement sur donneurs décédés. C'est pourquoi, le comité de greffe est conscient que vaincre «ces acquis faussés» nécessite un travail de sensibilisation et de communication coordonné de plusieurs années, et que ces mentalités ne changeront pas par une simple campagne.

N. B.

MARCHÉ DE LA DEVISE

Le cours officiel de l'euro tend à se rapprocher du cours informel

Si le cours de l'euro connaît une courbe ascendante sur le marché parallèle, il en sera de même pour le cours officiel. Les experts prévoient ainsi la convergence des deux cours d'ici fin 2016.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'euro qui a connu, il y a quelques semaines, une baisse sur le marché parallèle reprend, ces jours-ci, un peu d'élan. Après avoir avoisiné les 170,70 dinars, voilà qu'il atteint, aujourd'hui, 180 dinars.

Une fluctuation qui obéit, selon des financiers, à la même logique que celle qui régit le marché pétrolier. «L'euro suit le même mécanisme que celui du pétrole. Il est soumis à la règle de l'offre et de la demande», souligne Ferhat Aït-Ali, analyste et financier. Actuellement, poursuit-il, l'offre a diminué et la demande a augmenté, d'où la hausse du cours de l'euro sur le marché parallèle de la devise.

La courbe ascendante de la demande est due en premier lieu, explique-t-il, au départ des pèlerins pour la Omra, notamment avec l'approche du mois de Ramadhan, tant prisé pour l'accomplissement de ce rite religieux.

L'analyste évoque aussi la création des bureaux de

change à des prix raisonnables qui, selon lui, ont créé un faux espoir chez la population. «Maintenant que les gens savent que ces bureaux ne vont rien changer à la donne, les choses ont repris leur cours», dit-il.

Quant à l'offre, il affirme qu'elle a considérablement rétréci suite à l'«élimination d'une grande partie de la surfacturation de certains produits importés tels que les biens d'équipements et les produits importés de la Communauté européenne». D'ailleurs, précise-t-il, «50 à 60% de la devise qui circule sur le marché informel provient de la surfacturation».

Ferhat Aït-Ali rappelle, par ailleurs, que la baisse de l'euro reste toujours «modeste». «L'euro ne descend jamais plus bas que 160,50 dinars», assure-t-il.

Il estime que c'est plutôt au cours officiel de connaître, pour sa part, une hausse d'ici la fin de l'année 2016. Il prévoit ainsi une baisse de la valeur du dinar de l'ordre de 35 à 40%.

Le financier assure que le cours officiel de l'euro qui, aujourd'hui, dépasse légèrement 123 dinars finira par se rapprocher au maximum de la valeur de l'euro sur le marché informel. «Les deux cours officiel et informel vont finir par se rejoindre et la différence entre les deux ne dépassera pas les 10 à 15 dinars», dit-il encore.

Ry. N.

Une association pour les anciens du Ceri !

Il y avait beaucoup d'émotion, la semaine dernière, chez les anciens de l'Ecole supérieure des sciences informatiques qui viennent de se réunir pour se constituer en association des «anciens élèves du Ceri».

Pour tous ces cadres aux cheveux blancs, ce fut là une belle occasion de se remémorer les souvenirs de cette école, pionnière en Afrique, qui avait ouvert ses portes à la fin des années 1960 pour accueillir les premiers bacheliers destinés à devenir des ingénieurs informaticiens.

L'assemblée générale constitutive a eu lieu à l'Ecole nationale supérieure d'informatique d'El Harrach où les actuels responsables ont mis tous les moyens à la disposition des invités, d'autant plus que le directeur actuel, M. Koudil Mouloud, est un ancien élève de l'école et membre fondateur de cette association qui a pris pour président M. Dahak Fouad, professeur-chercheur au sein de la même école. Le bureau de l'association compte 13 membres.

Les anciens du Ceri se sont donné le mot pour agir de concert avec tous les acteurs afin de promouvoir les sciences informatiques au sein des différents secteurs et parmi la société civile.

Par la même occasion, les membres de cette association veulent faire connaître l'histoire de l'enseignement de l'informatique à une époque où beaucoup de pays n'en entendaient même pas parler.

Bon vent aux pionniers de ce qui est devenu aujourd'hui le fondement de la connaissance moderne !

R. N.